



REVUE DE PRESSE DU 14/11/2016

- 1- Le Ministre des Finances, Hadji Baba Ammi, a dévoilé, le montant collecté de l'opération de l'emprunt obligataire pour la croissance économique qui est arrivé à terme le 17 octobre dernier avec un chiffre de 568 milliards de DA. Au lancement de cette opération le gouvernement avait fixé un seuil de 400 milliards de DA comme objectif à atteindre, l'engagement des citoyens et la participation des bailleurs de fonds à cette opération ont permis la collecte de sommes importantes dépassant de loin les prévisions du gouvernement.

- 2- Le Forum africain d'investissement et d'affaires sera abrité, du 3 au 5 décembre prochain, par le Centre international des conférences CIC, un joyau architectural de la capitale. C'est ce qu'a rappelé, hier, Ali Haddad patron du FCE qui a annoncé les grandes lignes de cet événement, désormais désigné par «Le rendez-vous d'Alger». Le responsable de l'organisation patronale a qualifié cet événement de manifestation d'envergure et décisive qui permettra à l'Algérie de faire valoir son potentiel économique et son savoir-faire en direction du continent africain en passe de devenir une puissance économique régionale, avec à la clé un appréciable taux de croissance actuel.

- 3- Les travaux de réalisation de 50 parcs industriels destinés à l'investissement seront lancés avant la fin du 1er trimestre 2017, a indiqué le Ministre de l'Industrie et des Mines, Abdessalem Bouchouareb. Intervenant lors de la réunion gouvernement-walis, qui se tient au Palais des nations (Pins maritimes), le ministre a indiqué que ces 50 parcs industriels seraient répartis à travers 39 wilayas sur une superficie globale de 12.000 hectares. Il a assuré que son secteur allait poursuivre le programme de réhabilitation des zones industrielles et des zones d'activités existantes, indiquant à cet effet que 167 opérations avaient été engagées pour un montant global de près de 20 milliards de DA, et dont 161 opérations, réparties sur toutes les wilayas, avaient été achevées.



- 4- Lors d'une séance plénière présidée par le président de cette institution parlementaire, Mohamed Larbi Ould Khelifa, le projet de loi sur les PME a été présenté hier à l'Assemblée populaire nationale (APN) par le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdessalem Bouchouareb. Ce projet de texte, deuxième grand dossier en économie présenté cette année au Parlement après le code des investissements promulgué récemment, vient amender la loi de 2001 relative à la Petite et moyenne entreprise (PME).

- 5- Dans un communiqué publié par le ministère de l'Energie, on a indiqué que le ministre du secteur, Noureddine Boutarfa et son homologue saoudien Khalid al-Falih ont affiché leur optimisme quant à la conclusion d'un accord lors de la réunion de l'OPEP à Vienne, qui concrétisera l'accord d'Alger. Rappelons que M. Boutarfa a reçu à Alger le ministre saoudien de l'Energie, de l'Industrie et des Ressources minérales, Khalid al-Falih.

- 6- Les cours du pétrole ont terminé en nette baisse vendredi, les craintes d'un échec de l'accord de réduction de l'offre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) étant ravivées par une production en augmentation. Le baril de light sweet crude (WTI) a perdu 1,25 dollar à 43,41 dollars sur le contrat pour livraison en décembre au New York Mercantile Exchange (NyMex).

- 7- Une commission gouvernementale sera mise en place pour assurer le suivi et l'application sur le terrain des recommandations ayant couronné la rencontre gouvernement-walis, a annoncé hier à Alger le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nouredine Bedoui, à la clôture des travaux de cette rencontre de deux jours. Le ministre a précisé dans son allocution de clôture que les différents départements du gouvernement travailleront de "manière concertée et organisée" sur la base de ces recommandations dont le suivi et l'application seront assurés par la mise en place d'une commission gouvernementale.

- 8- «La tenue et la transparence des élections législatives et locales, en 2017, seront garanties, en premier, par la Constitution qui prévoit la mise en place de mécanismes appropriés au fonctionnement de la Commission nationale indépendante chargée de leur surveillance,» indique Bedoui, à propos des prochaines joutes électorales. Il estime alors que « chaque parti politique doit s'y préparer, c'est ça le jeu politique ».



A lire :

Près de 570 milliards de DA collectés

HADJI BABA AMMI DEVOILE LE MONTANT FINAL DE L'EMPRUNT OBLIGATAIRE

Le Ministre des Finances

Au lancement de cette opération, le gouvernement avait fixé un seuil de 400 milliards de dinars comme objectif à atteindre.

Le ministre des Finances, Hadji Baba Ammi, a dévoilé, hier, le montant collecté de l'opération de l'emprunt obligataire pour la croissance économique qui est arrivé à terme le 17 octobre dernier avec un chiffre de 568 milliards de DA. Au lancement de cette opération le gouvernement avait fixé un seuil de 400 milliards de DA comme objectif à atteindre, l'engagement des citoyens et la participation des bailleurs de fonds à cette opération ont permis la collecte de sommes importantes dépassant de loin les prévisions du gouvernement.

Ce dernier s'est dit très satisfait du résultat de cette opération qui offre au gouvernement une bouée de sauvetage. «Nous avons mobilisé 568 milliards de DA, un montant très important et je suis très satisfait des résultats de cette opération», a-t-il souligné en marge de la réunion gouvernement-walis.

Pour ce qui est d'un éventuel recours à l'endettement extérieur pour le financement des projets d'investissement et le déficit budgétaire dont souffre le pays après la chute des cours du baril de pétrole, le ministre des Finances, Hadji Baba Ammi a affirmé que le gouvernement de Abdelmalek Sellal a écarté de son agenda le recours à l'endettement extérieur excessif pour le moment. «Il n'est pas interdit de recourir à ce genre de pratique pour couvrir le déficit budgétaire, dans la mesure où nous avons déjà contracté récemment un prêt de la Banque africaine de développement (BAD) de près d'un milliard de dollars», a-t-il rappelé.

Selon ce dernier, le président de la République et le gouvernement n'ont encore rien décidé à propos de cette question, et qu'ils sont en train de gérer les ressources financières dont disposait le pays auxquelles s'ajoute le montant collecté depuis le lancement de l'emprunt obligataire.

Pour rappel, au lancement de cette opération, tout le monde prévoyait son échec, mais dans le langage des chiffres, le montant avancé par le ministre des Finances démontre clairement la solidarité des citoyennes et citoyens avec le gouvernement dans le cadre de cette opération de sauvetage afin d'éviter le recours au Fonds monétaire international dont l'Algérie avait déjà subi le fardeau des programmes de sauvetage.

-FIN-